

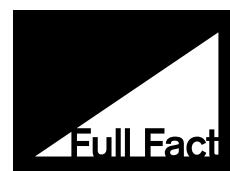
FÉVRIER 2020

Quel est l'impact du travail des vérificateurs de faits

sur les personnalités publiques, les institutions
et les médias ?



UN PROGRAMME DE RECHERCHE
MIS EN PLACE PAR:



À propos de cette note de synthèse

La désinformation cause un réel préjudice à la vie des populations, à leur santé, à leurs finances et à la démocratie. Nous avons besoin d'informations fiables sur la manière d'y remédier. Cette note s'inscrit dans le cadre d'un programme de recherche mis en place par Africa Check, Chequeado et Full Fact pour trouver ces informations et en tirer profit.

Dans cette note de synthèse, **Amy Sippitt**, responsable de recherche de Full Fact, examine les données sur l'impact que le travail des vérificateurs de faits a sur les personnalités publiques, les institutions et les médias. Nous tenons à remercier chaleureusement Prof. Lucas Graves et Prof. Brendan Nyhan pour leurs commentaires.

Faites-nous part de vos réactions et commentaires à l'adresse suivante:
info@africacheck.org

Africa Check

12th Floor University Corner
Cnr Jorissen & Bertha streets
Braamfontein
Johannesburg

 info@africacheck.org

 [@AfricaCheck](https://twitter.com/AfricaCheck)

 africacheck.org

Chequeado

Buenos Aires

 chequeado.com

Full Fact

London

 fullfact.org

Cette recherche a été subventionnée par Luminate.

Publié par Africa Check, Chequeado et Full Fact, février 2020. Publié sous la licence internationale de Creative Commons Attribution-ShareAlike 4.0.

Luminate
Building stronger societies

Table des matières

Résumé	4
Introduction	5
Comment le travail des vérificateurs peut avoir un impact	6
Études de cas	8
Corrections publiques	8
Changement systémique et changement d'attitude	9
Résultats des recherches	11
Les recherches expérimentales ont constaté des effets prometteurs sur les responsables politiques	11
Données qualitatives et anecdotiques de l'impact de la vérification des faits sur les responsables politiques	13
Recherche relative à l'impact de la vérification des faits sur les médias	15
La méthode de sélection des études	17
Bibliographie	19

Résumé

Cette note de synthèse examine l'impact que le travail des vérificateurs de fait peut avoir sur les personnalités publiques, les institutions et les médias.

De nombreuses études ont été réalisées sur l'effet de la vérification des faits sur les personnalités publiques et les médias, et sur les circonstances dans lesquelles elle est ou n'est pas efficace. Pour cette note de synthèse, nous avons identifié 15 études pertinentes à ce sujet qui fournissent une combinaison de données empiriques et anecdotiques.

Celles-ci montrent que:

- Il y a des exemples dans le monde entier aussi bien de responsables politiques qui réagissent positivement à la vérification des faits (en se corrigeant eux-mêmes en public, en n'utilisant plus les affirmations dont l'inexactitude a été démontrée, ou mieux encore en recherchant d'abord des données fiables avant de formuler des affirmations) que de responsables politiques qui continuent à répéter des contrevérités.
- La seule expérience évaluée par des pairs sur l'impact de la vérification des faits sur les responsables politiques à ce jour a montré qu'en alertant les hommes politiques aux États-Unis au sujet de la possibilité de la vérification des faits, on pourrait les inciter à faire moins de déclarations inexactes. D'autres recherches menées par un étudiant en doctorat aux États-Unis ont démontré qu'il y avait moins de fausses affirmations après la publication d'une vérification des faits.
- La vérification des faits peut, selon ces études, avoir un impact sur le comportement de certains responsables politiques, mais nous devons mieux comprendre les circonstances dans lesquelles elle est la plus efficace et comment faire en sorte que son effet soit durable.
- Certains médias utilisent des contenus de vérification des faits dans leur travail, et des journalistes ont indiqué avoir changé leurs pratiques dans la façon d'interroger les sources pour des raisons d'exactitude, mais il reste encore beaucoup à faire pour sensibiliser à cette pratique et encore plus pour mieux comprendre comment la vérification des faits pourrait encourager les journalistes à adopter les principes de cette pratique dans leur propre travail.

Nous n'avons pas relevé de recherches concernant l'impact de la vérification des faits sur les institutions, mais nous en donnons quelques exemples dans des études de cas.

Nous coopérons - Africa Check, Chequeado et Full Fact - pour examiner comment nous pouvons rassembler davantage de données sur ce sujet dans les années à venir.

Introduction

Les vérificateurs diffèrent à la fois dans les objectifs qu'ils se fixent,¹ et dans les activités qu'ils mènent et qui peuvent avoir un impact. Cette note de synthèse porte principalement sur les données attestant l'impact de la vérification des faits sur les responsables politiques, un impact très difficile à mesurer de manière absolue. Elle aborde également brièvement les données relatives à l'impact de cette pratique sur les médias et, dans une moindre mesure, sur les institutions publiques.

Les intérêts de ces acteurs sont très différents, en ce qui concerne les responsables politiques qui sont élus par le public et qui doivent rendre des comptes à des structures distinctes, par rapport au personnel travaillant dans les institutions publiques ou les médias. Dans de nombreux endroits, les responsables politiques sont critiqués par ceux qu'ils représentent et par les médias s'ils reconnaissent avoir commis des erreurs, ce qui les dissuade d'admettre ces dernières et de faire des corrections même s'ils sont disposés à le faire. Dans de nombreux pays, les médias ont pour politique, du moins en théorie, d'apporter des corrections lorsqu'ils ont commis des erreurs - et ne subissent que peu de réactions négatives en le faisant.

Full Fact a déjà évoqué l'éventail complet des allégations qui peuvent inclure de véritables malentendus ainsi que des inexactitudes imprudentes, insouciantes et parfois délibérées.² Si certains responsables politiques corrigent les fausses allégations, on remarque des allégations inexactes que d'autres, ainsi que des personnalités publiques du monde entier, ont faites et répétées à maintes reprises, malgré des preuves contraires accablantes. Cela peut être dû à une multitude de raisons, allant du désaccord sur les preuves à la répétition d'affirmations inexactes afin de faire passer un message ou de susciter un débat, en passant par l'impression d'absence de conséquences négatives liées à la répétition d'affirmations inexactes.

L'impact que la vérification des faits peut avoir et a effectivement sur ces acteurs varie dans le monde entier, en fonction des tactiques utilisées et des contextes politiques et sociétaux dans lesquels les organisations de vérification des faits opèrent. Certains vérificateurs concentrent leurs efforts sur la correction de la compréhension du public plutôt que sur le changement de la manière de communiquer des responsables politiques et des médias. **Certaines organisations de vérification des faits** telles que Africa Check, Chequeado et Full Fact considèrent la responsabilité comme une partie importante de leur mission et **ont conçu une série d'activités qui visent à agir sur les résultats des vérifications des faits et à utiliser les pressions institutionnelles et sociétales pour s'assurer que les vérifications des faits ont des conséquences pour**

1 Lucas Graves, 'Boundaries Not Drawn: Mapping the Institutional Roots of the Global Fact-Checking Movement', *Journalism Studies* 19, no. 5 (4 April 2018): 613–31, doi.org/10.1080/1461670X.2016.1196602.

2 Amy Sippitt, 'Full Fact', in *Data in Society: Challenging Statistics in an Age of Globalisation*, ed. Jeff Evans, Sally Ruane, and Humphrey Southall (Policy Press, 2019).

ceux qui diffusent des fausses informations. Cette note de synthèse se concentre sur les activités de ces dernières organisations.

Il est peu probable que l'une de ces interventions soit la solution miracle qui dissuadera toutes les personnalités publiques de faire des déclarations inexactes. Mais quel impact la vérification des faits pourrait-elle avoir sur la façon de communiquer des personnalités et des institutions publiques ? Pour répondre à cette question, nous devons d'abord examiner les différentes activités de ces organismes de vérification des faits, et comment elles peuvent affecter le comportement des personnalités publiques.

Comment le travail des vérificateurs peut avoir un impact

Les vérificateurs tels que Africa Check, Chequeado et Full Fact entendent s'attaquer aux causes et aux conséquences de la désinformation non seulement en publiant des vérifications de faits pour informer le public, mais aussi en dialoguant avec des personnalités et des institutions publiques pour demander des corrections et mettre fin à la désinformation à la source, en formant les médias à la vérification des faits, en dialoguant avec les autorités qui détiennent des données pour améliorer l'accès du public à des informations fiables, et en œuvrant pour améliorer la capacité du public à faire la différence entre des informations exactes et des informations inexactes. Ces activités comprennent celles qui renforcent la responsabilité générale des personnalités et des institutions publiques, ainsi que celles qui s'efforcent expressément de modifier des comportements spécifiques.

Les objectifs de ces activités sont les suivants :

- **Contacteur l'auteur de la déclaration pendant la phase de recherche d'une vérification des faits et demander la source de cette déclaration.**
Les personnalités publiques ou le personnel qui travaille avec elles savent ainsi qu'elles font l'objet d'une vérification des faits et, à plus long terme, cela pourrait encourager une utilisation plus prudente des données et une plus grande volonté de confirmer les affirmations factuelles. Cela pourrait bien sûr n'entraîner que peu de changements substantiels si les personnalités publiques citent des sources, mais sans tenir compte de la qualité de la source ou de l'utilisation exacte de celle-ci.
- **Contacteur l'auteur de l'allégation avant la publication de la vérification des faits pour demander une correction.** Un vérificateur peut demander que l'allégation soit corrigée avant la publication de la vérification des faits s'il est clair que l'allégation est erronée. Le choix du vérificateur d'agir ainsi dépend de l'environnement dans lequel il opère, mais cela peut être efficace lorsque la rapidité est la priorité, par exemple lorsqu'une demande de correction d'un bulletin d'information est formulée avant qu'une vérification des faits ne soit entièrement rédigée et publiée.

- **Signaler publiquement les allégations inexactes.** En publiant des vérifications des faits sur les sites web et dans les médias, et en vérifiant les faits en direct (par exemple sur les médias sociaux ou dans les débats), les vérificateurs augmentent théoriquement le coût en termes de réputation en cas d'affirmation inexacte. La menace d'une telle éventualité pourrait également avoir un effet dissuasif.
- **Demander la correction d'inexactitudes après la publication.** Bien que cela nécessite qu'une personnalité publique ou un média admette publiquement une erreur, ce processus peut être facilité par l'utilisation de systèmes réglementaires établis comme les systèmes de recours de la presse ou du Parlement. Cela peut également réduire la propagation de l'allégation en faisant en sorte que son auteur soit moins porté à la répéter, et que grâce à la correction de l'allégation, d'autres personnes soient moins portées à répéter l'inexactitude initiale.
- **Interventions systémiques.** Les vérificateurs peuvent utiliser les données issues des vérifications des faits pour identifier les problèmes systémiques des systèmes d'information et de responsabilité qui conduisent à des inexactitudes et rechercher des solutions pour améliorer ces systèmes. Il s'agit d'une vaste catégorie qui peut inclure le travail avec les fournisseurs d'informations publiques en vue d'améliorer l'accès du public à des sources d'informations précises et communiquées de manière adéquate.
- **Formation et récompenses.** Les vérificateurs de faits proposent une série d'activités pour promouvoir les normes, en particulier dans les médias - par exemple en formant des journalistes et des étudiants en médias, et par le biais de concours et de remises de prix.

Pour finir, l'impact que la vérification des faits peut avoir sur les personnalités publiques est susceptible de varier en importance et en nature, en fonction du contexte culturel et politique et de l'environnement informationnel des différents pays. Dans les pays où la responsabilité et le contrôle des élites politiques sont faibles, le rôle de la vérification des faits peut être d'introduire un contrôle là où il fait défaut. Là où le contrôle est plus important, la vérification des faits peut servir à renforcer l'efficacité de la responsabilité. L'impact des vérificateurs doit être considéré en fonction des contextes culturels et politiques où ils opèrent.

Études de cas

Par Peter Cunliffe-Jones, Ariel Riera et Amy Sippitt

Corrections publiques

La police sud-africaine a rectifié les chiffres officiels de la criminalité AFRICA CHECK

En raison du taux de criminalité élevé en Afrique du Sud, les statistiques sur la criminalité sont suivies de près par le public et les responsables politiques. En septembre 2018, la police sud-africaine a publié les chiffres officiels de la criminalité pour l'année 2017-2018. Utilisant des données démographiques incorrectes, ils ont présenté des chiffres qui ont mal évalué le taux de divers crimes pour 100 000 habitants. Africa Check a effectué ses propres calculs et a repéré l'erreur. Celle-ci a eu pour effet de « minimiser l'augmentation des taux de criminalité et d'exagérer leur diminution », a déclaré Anine Kriegler, chercheuse en criminologie à l'Université du Cap. Africa Check a consulté la police qui, deux jours plus tard, a publié un avis public de rectification, déclarant que « le SAPS regrette l'erreur et réaffirme son engagement à informer le public avec précision sur la méthodologie utilisée, de manière juste et objective, en se basant sur des considérations purement statistiques ».³

Les candidats à la présidence et à la vice-présidence de l'Argentine ont cessé de répéter une allégation CHEQUEADO

Pendant la campagne électorale présidentielle de 2015, le candidat de Cambiemos, Mauricio Macri, a affirmé qu'en huit ans de service en tant que maire de Buenos Aires, son parti n'avait fait l'objet d'aucune accusation de corruption. Chequeado a effectué les vérifications durant le débat et a estimé que cette affirmation était fautive.⁴ Bien qu'aucune n'ait été poursuivie jusqu'au bout, l'administration municipale de Mauricio Macri était visée par une série d'accusations. Chequeado a reproduit cette vérification des faits ainsi que d'autres dans différents médias et émissions de télévision et de radio, afin de clarifier les informations et de faire cesser la diffusion de déclarations inexactes. Une semaine après le débat, Gabriela Michetti, qui était candidate à la vice-présidence au nom du parti Cambiemos, a été interrogée sur la déclaration de Macri par une station de radio. « J'ai vu l'article de Chequeado, nous avons corrigé la déclaration et nous ne l'avons plus jamais répétée », a répondu Michetti.⁵

3 'SAPS Admits to Error in Latest Crime Stats', TimesLIVE, accessed 24 January 2020, timeslive.co.za/news/south-africa/2018-09-14-saps-admits-to-error-in-latest-crime-stats.

4 Chequeado, 'Chequeado Facebook Post', 2015, facebook.com/Chequeado/photos/a.505948792752701/1191124074235166/?type=1&theater.

5 Michetti Sobre Chequeo a Macri - Chequeado', RadioCut, accessed 24 January 2020, radiocut.fm/audiocut/michetti-sobre-chequeo-a-macri-chequeado.

Des chiffres inédits sur les services de santé mentale en Angleterre

rendus publics FULL FACT

En novembre 2017, le secrétaire d'État à la Santé et à l'Aide sociale, Jeremy Hunt, et l'acteur de télévision Ralf Little ont eu un débat animé sur Twitter au sujet de l'état des prestations de santé mentale au Royaume-Uni. Parmi plusieurs autres allégations, Full Fact s'est penché sur les commentaires du Secrétaire d'État à la Santé concernant la prestation d'un type de soins de santé mentale en situation de crise dans les Services d'accident et d'urgence, appelés services de liaison. Après avoir examiné les chiffres, Full Fact a découvert qu'ils n'avaient pas été publiés, donc personne ne pouvait les vérifier. Full Fact a écrit à l'autorité britannique de régulation des statistiques pour que les chiffres soient publiés.⁶ Le régulateur a fait pression sur le ministère de la Santé pour qu'il publie ces chiffres. Ce qui a été fait une semaine plus tard. Conséquence directe de ce travail, le NHS (National Health Service, le service public de santé britannique) a décidé de rétablir l'enquête sur la prestation de soins de santé mentale en situation de crise au sein de l'A&E (Accident and Emergency, Accident et Urgence).

Changement systémique et changement d'attitude

Former les journalistes en vue de limiter la désinformation

AFRICA CHECK, CHEQUEADO ET FULL FACT

La désinformation atteint souvent son plus large public lorsqu'elle est reprise et relayée par les médias grand public. Pour y remédier, de nombreux vérificateurs de faits dispensent des formations aux étudiants en journalisme, aux journalistes de salle de rédaction et aux unités spécialisées dans la vérification des faits, afin de les sensibiliser au tort causé par la désinformation et de renforcer les compétences pour y remédier. Chequeado forme des journalistes dans tout le pays, coordonne un réseau d'unités de vérification des faits dans toute l'Amérique latine appelé Latam Chequeado et, en 2019, a mené un projet de collaboration entre les salles de rédaction pour vérifier les faits relatifs aux élections présidentielles. Vers la fin de l'année 2019, Africa Check avait formé 3 000 journalistes dans plus d'une douzaine de pays et lancé Africa Facts, le réseau d'organisations de vérification des faits dans des pays allant de la RD Congo au Zimbabwe. Ferial Hafferjee, alors rédactrice en chef du principal organe de presse sud-africain City Press, a déclaré en octobre 2015 qu'elle avait fait appel à Africa Check pour former son personnel à la mise en place de protocoles de précision améliorés. Full Fact a organisé des formations pour des étudiants en journalisme dans tout le Royaume-Uni, dans le cadre des événements du Google News Lab et du National Council for the Training of Journalists, le Conseil national pour la formation des journalistes.

⁶ 'After the Fact - Jeremy Hunt vs Ralf Little', Full Fact, accessed 24 January 2020, fullfact.org/blog/2018/jan/corrections-jeremy-hunt-vs-ralf-little.

Etablir un dialogue avec les autorités pour changer les attitudes AFRICA CHECK

Les vérificateurs contribuent également à changer la manière dont les responsables politiques et les autorités officielles communiquent, à la fois par leur présence lors des débats publics et par leur dialogue avec les autorités.

En vue des élections de mai 2019 en Afrique du Sud, Africa Check a organisé un événement public pour discuter de l'exactitude des manifestes des trois principaux partis politiques, à la fois pour attirer l'attention sur les manifestes et pour sensibiliser les partis politiques au fait que leur travail serait vérifié dans les faits, encourageant ainsi les campagnes des partis à corriger les inexactitudes. Le Congrès national africain (ANC) a accepté de corriger les erreurs trouvées dans son manifeste et les autres partis ont collaboré avec Africa Check au sujet de leurs promesses de campagne.

La directrice générale de la campagne électorale de l'ANC, Febe Potgieter-Gqubule, a déclaré : « Africa Check joue un rôle important pour nous mettre face à nos responsabilités en tant qu'organisations politiques, en tant que personnalités publiques, en tant que citoyens, pour pouvoir dire, lorsque vous évoquez quelque chose vous devriez penser, est-ce que c'est juste ou non, comment le prouver et les recherches ont-elles été faites ? » Au Sénégal, le Dr Ibrahima Diouf, responsable du Manifeste du février 2019 du Parti de l'Unité et du Rassemblement, parti d'opposition, a reconnu que la présence d'une organisation chargée de vérifier les faits dans le pays avait amélioré la manière dont les responsables politiques font des déclarations de campagne. «Ceux d'entre nous qui écrivons les manifestes des partis politiques, sommes plus attentifs à l'exactitude des chiffres », a-t-il déclaré au Dr Sahite Gaye, enseignant-chercheur à l'Université de Dakar.⁷ Ces changements, rapportés plus en détail dans des études qualitatives réalisées par des universitaires indépendants, semblent résulter de la combinaison de l'effet de la présence d'une vérification de faits et de la collaboration avec des vérificateurs.⁸

7 The original quote was "Dans le cadre de l'écriture des programmes des partis politiques, de plus en plus on fait attention à l'exactitude des chiffres"

8 Theresa Amobi, 'From Reducing Fake News to Validating the Facts: A Triangulated Evaluation of the Awareness and Impact of Africa Check's Work in Nigeria', January 2019, africacheck.org/wp-content/uploads/2019/09/Dr-T.-Amobie-report-From-reducing-fake-news-to-validating-the-facts-Africa-Check-in-Nigeria-2018.pdf; Alan Finlay, "After the Fact": A Qualitative Evaluation of Africa Check', January 2016, africacheck.org/wp-content/uploads/2019/09/AC_evaluation_final.pdf; Sahite Gaye, 'Le Poids Du Fact', November 2018, africacheck.org/wp-content/uploads/2019/09/Le-poids-du-fact-.pdf.

L'Autorité de régulation des statistiques interdit les notes secrètes FULL FACT

En 2011, des statistiques du Département en charge du Travail et des Pensions ont été divulguées dans certains médias. Le journal *The Guardian* a qualifié certaines de ces données d'« inédites » et *The Mirror* a même parlé de « données secrètes ». On n'a pas pu remonter ces données jusqu'au site web du Département en charge du Travail et des Pensions, où sont généralement publiées les statistiques de routine. Les données semblaient être des statistiques dites « ad hoc » : il s'agit de publications ponctuelles ou expérimentales en plus des publications régulières de routine.

Full Fact a adressé un courrier à l'autorité de régulation des statistiques, le UK Statistics Authority, pour lui demander d'intervenir. L'Autorité a demandé au Département en charge du Travail et des Pensions de publier des statistiques ad hoc sur son site afin qu'elles soient accessibles au public. D'autres départements ont reçu l'instruction de faire de même, afin d'assurer la transparence au sein du gouvernement.

Résultats des recherches

Des données expérimentales sur l'impact de la menace et de la réalité des affirmations inexactes sont publiquement exposées, ainsi que des données anecdotiques sur les impacts du fait de contacter les auteurs des affirmations et l'exposition publique de celles-ci.

En ce qui concerne l'impact sur les journalistes en particulier, les recherches existantes se penchent sur la publication des vérifications des faits comme source d'information pour les journalistes et leur public, et sur l'adoption de la pratique de la vérification des faits par les médias. Des évaluations indépendantes du travail d'Africa Check montrent l'impact positif que la vérification des faits peut avoir sur les normes des médias, grâce à la vérification des affirmations dans les médias, à la formation des journalistes, à la sensibilisation à la désinformation et aux techniques de vérification des faits.

Les recherches expérimentales ont constaté des effets prometteurs sur les responsables politiques

L'effet de la vérification des faits sur les élites : une expérience de terrain sur les législateurs des États américains —Brendan Nyhan et Jason Reifler

La seule étude systématique évaluée par des pairs sur ce sujet est celle de Brendan Nyhan et Jason Reifler, qui ont mené une expérience en 2012 auprès des législateurs de neuf États américains.⁹ Ils ont testé la théorie selon laquelle **la présence connue**

⁹ Brendan Nyhan and Jason Reifler, 'The Effect of Fact-Checking on Elites: A Field Experiment on US State Legislators', *American Journal of Political Science* 59, no. 3 (2015): 628–640.

de vérificateurs dans une campagne devrait augmenter la perception du risque des fausses déclarations et donc diminuer le nombre de déclarations inexactes faites par ces législateurs. Ils ont pensé que cela pourrait être particulièrement le cas pour les candidats au Congrès ou les candidats fédéraux qui bénéficient de moins de couverture médiatique et font moins de publicité que les candidats à la présidence.

Pour ce faire, ils ont aléatoirement envoyé des lettres aux législateurs de neuf États américains où le vérificateur Américain PolitiFact intervenait, en les avertissant de la menace que constitue pour eux une couverture en termes de vérification des faits. Ils l'ont fait sur une période de deux mois avant les élections de novembre 2012. L'envoi de lettres aux candidats n'était pas une activité typique de vérification des faits, en dehors de cette expérience.

Près de 1 200 législateurs dans ces États ont été répartis au hasard dans trois groupes. Un groupe a reçu des lettres concernant les risques que des déclarations inexactes soient exposées par les vérificateurs et en leur montrant des exemples de vérifications de faits. Un autre groupe a reçu des lettres indiquant que les auteurs surveillaient l'exactitude des déclarations de la campagne, sans mentionner la vérification des faits (un groupe placebo). Un groupe témoin, n'a reçu aucune lettre.

Les chercheurs voulaient voir s'il y avait une différence parmi les indices des vérifications de faits entre les groupes après la réception des lettres. Seulement 26 législateurs sur 1 200 avaient été contrôlés par PolitiFact dans leur État (et 18 seulement avaient reçu un indice de 50 % vrai ou moins). Pour compléter les données de vérification des faits, les chercheurs ont également effectué une recherche sur LexisNexis afin de savoir si la fiabilité des déclarations spécifiques faites par un législateur avait été remise en question dans la couverture médiatique.

Au total, ils ont constaté que la fiabilité des déclarations de 2,8 % des législateurs dans les groupes placebo et témoin avait été remise en question par PolitiFact ou dans LexisNexis, contre 1,3 % dans le groupe de traitement. Les chercheurs ont trouvé que cette différence était significative statistiquement parlant. En outre, ils n'ont trouvé aucune preuve selon laquelle les responsables politiques faisaient moins de déclarations en général.

Etant donné la faible proportion de législateurs dans chaque groupe, cette étude était limitée. Cependant, elle fournit quelques données initiales qui indiquent que la vérification des faits peut avoir un effet dissuasif.

La vérification des faits peut-elle empêcher les responsables politiques de mentir ?

—document de travail de Chloe Lim, doctorante

Une étude de Chloe Lim, doctorante à l'université de Stanford¹⁰, a examiné la manière dont la publication des vérifications des faits a eu un impact sur la répétition des

10 Chloe Hong Lim, 'Can Fact-Checking Prevent Politicians from Lying?', 2018.

affirmations dans les discours des candidats à la présidence lors des élections présidentielles de 2012 et de 2016 aux États-Unis. Elle a comparé la survenance des affirmations cinq jours avant et cinq jours après la publication d'une vérification des faits. **L'étude a révélé une diminution de 9,5 % de la probabilité qu'une affirmation soit répétée dans les cinq jours suivant une vérification des faits.** L'étude n'a pas pris en compte la fréquence des affirmations faites au cours de l'ensemble de la campagne.

Pour savoir si cette diminution s'appliquait aussi à tous les types d'affirmations - exactes ou non - Lim a comparé ces affirmations avec des affirmations exactes similaires pour voir comment elles se sont propagées dans le même laps de temps. Elle a découvert qu'il y avait moins de probabilités que les affirmations inexactes soient répétées par la suite, par rapport aux affirmations exactes.

Le document ne précise pas le nombre total de déclarations faites, ce qui rend difficile l'interprétation de la manière dont cette différence pourrait être perçue par les électeurs qui ont suivi les discours et la couverture médiatique. Des études à l'avenir pourraient s'appuyer sur cette recherche pour examiner la signification d'une déclaration. Une seule déclaration peut constituer un élément important d'une campagne et donc son caractère non répétitif peut faire une grande différence, ou bien il peut s'agir d'un sujet initialement ordinaire qui, à force d'être répété, devient une déclaration influente. De manière similaire et plus imprévisible, les partis politiques peuvent tester des déclarations dans un espace discret et, si elles reçoivent une réponse positive, elles peuvent devenir un élément central d'un discours de campagne.

Données qualitatives et anecdotiques de l'impact de la vérification des faits sur les responsables politiques

Certaines études ont recueilli des données anecdotiques lors d'entretiens avec des vérificateurs.

Le livre de Lucas Graves¹¹ sur l'émergence de la vérification des faits politiques aux États-Unis conclut que « les vérificateurs peuvent tous citer des cas où une personnalité publique a renoncé à une déclaration dès qu'elle a été reconnue comme fausse - tout en admettant ouvertement que le mensonge politique continue sans cesse et continuera toujours. »

Ces études présentent des exemples de personnalités publiques qui, grâce aux vérificateurs, font preuve de plus de prudence avant de faire des déclarations, et qui se corrigent aussi par la suite. Cependant, il y a moins de données sur ce qui a favorisé la réussite de certaines interventions plutôt que d'autres.

¹¹ Lucas Graves, *Deciding What's True: The Rise of Political Fact-Checking in American Journalism* (Columbia University Press, 2016).

Dans un rapport plus récent consacré aux vérificateurs en Europe, Lucas Graves et Federica Cherubini ont constaté que « la plupart des organisations interrogées dans le cadre de ce rapport ont pu citer des cas isolés de responsables politiques qui ont renoncé à une fausse déclaration après qu'elle ait été démentie »,¹² mais rares étaient les cas où des responsables politiques reconnaissaient publiquement leurs erreurs. Parfois, les responsables politiques ont attaqué les vérificateurs, mais n'ont pas répondu publiquement la plupart du temps. Les cas les plus remarquables d'influence directe sur le discours public sont survenus lorsque les vérificateurs ont été au centre des débats publics. Par exemple, une vérification des faits par Demagog, le vérificateur de Pologne, a conduit à un débat public entre l'actuel et l'ancien ministre de la justice, qui a ensuite donné lieu à la programmation d'un débat spécial au cours duquel Demagog a été invité à procéder à une vérification des faits. Le vérificateur italien Pagella Politica a conclu un accord avec la chaîne de télévision italienne RAI pour vérifier les faits des responsables politiques en direct, ce qui oblige ces derniers à reconnaître le travail des vérificateurs. Des institutions au Royaume-Uni et en Europe de l'Est renforcent la capacité des vérificateurs à demander et à corriger des informations, par exemple en faisant usage de la loi sur la liberté d'information et des systèmes de recours auprès de la presse qu'ils testent et utilisent pour soutenir et faire respecter ces règles.

Le rapport de Michelle Amazeen sur l'impact de la vérification des faits aux États-Unis, qui contient des entretiens avec des vérificateurs et des acteurs politiques, conclut que « **la vérification des faits a peut-être aidé certains acteurs politiques à faire des déclarations plus correctes. Cependant, d'autres ont résisté à la vérification des faits et s'y sont même opposés - une réaction qui pourrait être interprétée comme étant soit le résultat de l'impact de la vérification des faits, soit la démonstration de son inefficacité** ». ¹³ Le rapport présente des données qui montrent que les responsables politiques modifient leurs messages pour être plus précis, mais aussi qu'ils citent de manière sélective des vérifications de faits lorsque cela va dans leur intérêt.

Une analyse de Mark Stencel en 2015, commanditée par l'American Press Institute, vient renforcer ce constat.¹⁴ Sur la base de 12 entretiens avec des personnes dans le secteur de la politique et du journalisme aux États-Unis, et d'une évaluation des vérifications des faits, il identifie la manière dont certaines équipes politiques ont consacré du temps et du personnel à répondre à la vérification des faits. Les responsables politiques citent fréquemment les vérifications des faits pour valider leurs arguments et les utilisent comme une arme en les mentionnant dans des publicités télévisées et des débats pour discréditer leurs opposants, tout en ignorant les vérifications des faits qui contredisent leurs propres messages stratégiques.

12 Lucas Graves and Federica Cherubini, 'The Rise of Fact-Checking Sites in Europe' (Reuters Institute for the Study of Journalism, 2016), reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/our-research/rise-fact-checking-sites-europe.

13 Michelle A Amazeen, 'A Critical Assessment of Fact-Checking in 2012', 2013.

14 Mark Stencel, "'Fact Check This': How U.S. Politics Adapts to Media Scrutiny", American Press Institute (blog), 14 May 2015, americanpressinstitute.org/fact-checking-project/fact-checking-research/u-s-politics-adapts-media-scrutiny.

Trois évaluations indépendantes du travail d’Africa Check présentent des données directes sur la manière dont les responsables politiques eux-mêmes perçoivent l’impact de la vérification des faits.¹⁵ A cet effet, des entrevues détaillées ont été organisées avec des responsables politiques au Nigeria, au Sénégal et en Afrique du Sud, ainsi qu’avec des représentants de partis politiques, d’agences gouvernementales, de journalistes et autres. Il existe quelques exemples de personnes qui ont pris connaissance du travail d’Africa Check et, dans certains cas, y ont apporté des réponses fortes. Par exemple, dans l’étude d’Alan Finlay, Cayley Green, alors directrice des opérations parlementaires de Democratic Alliance, un des grands partis sud africains, a déclaré qu’elle et ses collègues se sentaient obligés par Africa Check d’avoir des preuves avant de faire des déclarations.¹⁶ « Ils mettent trop l’accent sur le fait que nous devons prouver nos dires », aurait-elle déclaré. Finlay était satisfait de la remarque selon laquelle « les sources des faits cités dans la sphère publique ne sont pas si facilement accessibles, et que l’organisation interrogée devait faire des recherches supplémentaires pour justifier la déclaration publique. [...] ce qui suggère en soi un impact positif du travail d’Africa Check ».

Dans le rapport de Sahite Gaye, le Dr Ibrahima Diouf, responsable du Manifeste de février 2019 du Parti de l’Unité et du Rassemblement, principal parti d’opposition, a déclaré que la présence d’un organisme de vérification des faits au Sénégal a amélioré la manière dont les responsables politiques sénégalais présentent leurs déclarations de campagne : « Ceux d’entre nous qui écrivons les manifestes des partis politiques sommes plus attentifs à l’exactitude des chiffres ». Alassane Cissé, président de l’Association des Journalistes en santé du Sénégal, et journaliste à la chaîne nationale RTS (Radio-Télévision Sénégalaise), a déclaré que grâce au travail d’Africa Check : « Les déclarations publiques commencent peu à peu à être plus contrôlées. Dans les années à venir, il sera difficile de manipuler le public avec des chiffres inventés ou trompeurs ».

Bien entendu, les effets de la vérification des faits qui ont été rapportés par les responsables politiques et autres acteurs peuvent ne pas refléter les véritables attitudes ou comportements de ces derniers, mais ils nous donnent quelques indications sur les attitudes - qui peuvent ensuite être comparées aux données des vérificateurs sur les effets comportementaux.

Recherche relative à l’impact de la vérification des faits sur les médias

Peu de rapports perçoivent la vérification des faits comme un moyen de faire en sorte que les journalistes soient responsables de la fiabilité de leurs reportages. Les évaluations du travail d’Africa Check font exception. D’autres recherches se sont davantage concentrées sur les perceptions des journalistes et leur utilisation de la

15 Finlay, “After the Fact”: A Qualitative Evaluation of Africa Check; Gaye, ‘Le Poids Du Fact’; Amobi, ‘From Reducing Fake News to Validating the Facts: A Triangulated Evaluation of the Awareness and Impact of Africa Check’s Work in Nigeria’.

16 Cayley Green was identified by Finlay as having made this comment.

vérification des faits comme un moyen pour responsabiliser les politiciens et informer le public, ainsi que pour faire adopter cette pratique par les médias.

Nous avons identifié 12 études sur ce sujet.

Certaines ont porté particulièrement sur les perceptions des journalistes et l'utilisation des analyses par les organismes de vérification des faits dans des pays spécifiques.¹⁷ Il s'agit notamment d'analyses de contenu sur l'utilisation des rapports des vérificateurs dans les médias, ainsi que d'interviews de journalistes sur l'impact de cette pratique. Ces analyses montrent que les médias utilisent le contenu des vérifications des faits à des degrés divers.

Les évaluations du travail d'Africa Check mentionnées ci-dessus comprennent des entretiens avec des journalistes dont les déclarations ont fait l'objet d'une vérification par Africa Check. Alan Finlay a déclaré :

« Les réponses des personnes interrogées qui avaient fait l'objet d'une vérification étaient mitigées. Deux d'entre elles ont estimé qu'Africa Check ne prenait pas correctement en compte le contexte de la salle de rédaction lors de la vérification du contenu des médias d'information. Les problèmes des salles de rédaction sont notamment le manque de ressources, de compétences et de capacités. On estime également qu'étant donné que les journalistes travaillent souvent à partir de contenus de tiers tels que les communiqués de presse, ils ne devraient pas être tenus pour responsables des inexactitudes de ces communiqués. Il a été souligné que les différents médias d'information tentent d'impliquer leur public de différentes manières, et que le contenu est élaboré pour avoir un effet particulier sur le public, ce qui doit être pris en compte par Africa Check. On estime également qu'Africa Check "attaquait" parfois certaines prises de position sur les statistiques, plutôt que d'évaluer la véracité des statistiques sous-jacentes. À cet égard, on estime que le biais était évident dans certains aspects du travail d'Africa Check. »¹⁸

Une personne interrogée a déclaré :

« Le fait qu'un organisme de vérification des faits puisse examiner les articles que nous publions a-t-il changé notre façon de travailler d'une manière ou d'une autre ? La réponse est Oui. Mes rédacteurs savent maintenant qu'ils doivent vérifier les faits avant de publier à partir de sources crédibles. Je pense que nous avons tous un meilleur résultat quand les gens sont constamment sur le qui-vive. »¹⁹

17 Graves, *Deciding What's True: The Rise of Political Fact-Checking in American Journalism*; Amazeen, 'A Critical Assessment of Fact-Checking in 2012'; Eugenia Mitchelstein et al., 'Chequeado as a Referee: Analysis of the Impact of Fact-Checking in Argentina during an Election Year', 2015, 32; Bob Wekesa, Blessing Vava, and Hlabangani Mtshali, 'Getting the Story Straight: The Take up of Fact-Checking Journalism in South African Newsrooms over the Past Five Years', State of the Newsroom 2017: Fakers & Makers (Wits Journalism, 2018), journalism.co.za/wp-content/uploads/2018/03/WITS-STATE-OF-THE-NEWSROOM_March_2018.pdf

18 Finlay, '“After the Fact”: A Qualitative Evaluation of Africa Check', 7.

19 Finlay, 20.

Cela suppose que les vérificateurs concentrent leur travail au bon endroit, mais qu'il y a d'autres choses à prendre en compte sur la manière de collaborer avec les journalistes et comment les aider à se conformer aux normes les plus élevées.

Une autre étude expérimentale a examiné les messages qui motivent les journalistes à adopter la pratique de la publication des vérifications des faits.²⁰ Il en ressort que faire appel aux normes et aux valeurs journalistiques pourrait être le moyen le plus efficace d'accroître le recours aux vérifications de faits par les journalistes, contrairement à la tactique consistant à mettre l'accent sur la demande du public qui a un impact moindre.

L'étude menée par Graves et Cherubini et mentionnée plus haut dans cette note de synthèse a également considéré les expériences des vérificateurs dans la collaboration avec les médias comme un moyen d'atteindre un public plus large.²¹

D'autres études ont examiné de façon plus générale l'adoption par les journalistes de la pratique du contrôle et de la vérification de l'information. Par exemple, une étude a examiné l'utilisation par les journalistes de la vérification des faits sur Twitter aux États-Unis,²² et une autre a interrogé des journalistes en Norvège et en Espagne sur leur utilisation des outils de vérification des faits.²³ Les opinions étaient mitigées et les journalistes avaient une connaissance assez faible des outils et services disponibles. Une autre étude de plus a examiné dans quelle mesure les journalistes au Canada vérifiaient le cadre de la mission militaire du Gouvernement Canadien en Afghanistan de 2006 à 2009.²⁴

La méthode de sélection des études

Les informations qui sous-tendent cette note de synthèse proviennent d'organisations de recherche académique et de structures non partisans. Les sources sont sélectionnées non seulement en fonction de leur importance sur le terrain et de la fiabilité de leur méthodologie, mais aussi en fonction de l'expertise et de l'intérêt des auteurs.

Pour s'assurer qu'aucune étude majeure n'a été omise, une recherche a été effectuée sur Google Scholar pour tous les articles qui mentionnent l'étude de 2014 de Brendan

20 Lucas Graves, Brendan Nyhan, and Jason Reifler, 'Why Do Journalists Fact-Check?' (2016), <https://www.dartmouth.edu/~nyhan/journalist-fact-checking.pdf>.

21 Graves and Cherubini, 'The Rise of Fact-Checking Sites in Europe'.

22 Graves and Cherubini, 'The Rise of Fact-Checking Sites in Europe'.

23 Petter Bae Brandtzaeg, Asbjørn Følstad, and María Ángeles Chaparro Domínguez, 'How Journalists and Social Media Users Perceive Online Fact-Checking and Verification Services', *Journalism Practice* 12, no. 9 (21 October 2018): 1109–29, <https://doi.org/10.1080/17512786.2017.1363657>.

24 Brooks DeCillia, "'But It Is Not Getting Any Safer!': The Contested Dynamic of Framing Canada's Military Mission in Afghanistan', *Canadian Journal of Political Science* 51, no. 1 (March 2018): 155–77, <https://doi.org/10.1017/S0008423917000634>.

Nyhan et Jason Reifler, afin de voir s'il y avait des études supplémentaires pertinentes à inclure concernant l'impact de la vérification des faits sur les responsables politiques. Nous avons également contacté les vérificateurs par le biais de l'International Fact-Checking Network, le réseau international de vérification des faits, pour savoir s'ils avaient mené d'autres études.

Comme tout travail de recherche, cette note de synthèse marque le commencement et non la fin d'une discussion sur la désinformation. Elle reste ouverte à des suggestions supplémentaires, et les auteurs acceptent volontiers les contributions des chercheurs et des professionnels.

Bibliographie

- Full Fact. 'After the Fact – Jeremy Hunt vs Ralf Little'. Accessed 24 January 2020. fullfact.org/blog/2018/jan/corrections-jeremy-hunt-vs-ralf-little.
- Amazeen, Michelle A. 'A Critical Assessment of Fact-Checking in 2012', 2013.
- Amobi, Theresa. 'From Reducing Fake News to Validating the Facts: A Triangulated Evaluation of the Awareness and Impact of Africa Check's Work in Nigeria', January 2019. africacheck.org/wp-content/uploads/2019/09/Dr-T.-Amobie-report-From-reducing-fake-news-to-validating-the-facts-Africa-Check-in-Nigeria-2018.pdf.
- Brandtzaeg, Petter Bae, Asbjørn Følstad, and María Ángeles Chaparro Domínguez. 'How Journalists and Social Media Users Perceive Online Fact-Checking and Verification Services'. *Journalism Practice* 12, no. 9 (21 October 2018): 1109–29. doi.org/10.1080/17512786.2017.1363657.
- Chequeado. 'Chequeado Facebook Post', 2015. facebook.com/Chequeado/photos/a.505948792752701/1191124074235166/?type=1&theater.
- Coddington, Mark, Logan Molyneux, and Regina G. Lawrence. 'Fact Checking the Campaign: How Political Reporters Use Twitter to Set the Record Straight (or Not)'. *The International Journal of Press/Politics* 19, no. 4 (1 October 2014): 391–409. doi.org/10.1177/1940161214540942.
- DeCillia, Brooks. "'But It Is Not Getting Any Safer!": The Contested Dynamic of Framing Canada's Military Mission in Afghanistan'. *Canadian Journal of Political Science* 51, no. 1 (March 2018): 155–77. doi.org/10.1017/S0008423917000634.
- Finlay, Alan. "'After the Fact": A Qualitative Evaluation of Africa Check', January 2016. africacheck.org/wp-content/uploads/2019/09/AC_evaluation_final.pdf.
- Gaye, Sahite. 'Le Poids Du Fact', November 2018. africacheck.org/wp-content/uploads/2019/09/Le-poids-du-fact-.pdf.
- Graves, Lucas. 'Boundaries Not Drawn: Mapping the Institutional Roots of the Global Fact-Checking Movement'. *Journalism Studies* 19, no. 5 (4 April 2018): 613–31. doi.org/10.1080/1461670X.2016.1196602.
- . *Deciding What's True: The Rise of Political Fact-Checking in American Journalism*. Columbia University Press, 2016.
- Graves, Lucas, and Federica Cherubini. 'The Rise of Fact-Checking Sites in Europe'. Reuters Institute for the Study of Journalism, 2016. reutersinstitute.politics.ox.ac.uk/our-research/rise-fact-checking-sites-europe.
- Graves, Lucas, Brendan Nyhan, and Jason Reifler. 'Why Do Journalists Fact-Check?', 2016. dartmouth.edu/~nyhan/journalist-fact-checking.pdf.
- Lim, Chloe Hong. 'Can Fact-Checking Prevent Politicians from Lying?', 2018.
- RadioCut. 'Michetti Sobre Chequeo a Macri - Chequeado'. Accessed 24 January 2020. radiocut.fm/audiocut/michetti-sobre-chequeo-a-macri-chequeado.
- Mitchelstein, Eugenia, Iván Grinberg, Silvana Leiva, Ariel Riera, and Celeste Wagner. 'Chequeado as a Referee: Analysis of the Impact of Fact-Checking in Argentina during an Election Year', 2015, 32.
- Nyhan, Brendan, and Jason Reifler. 'The Effect of Fact-Checking on Elites: A Field Experiment on US State Legislators'. *American Journal of Political Science* 59, no. 3 (2015): 628–640.

TimesLIVE. 'SAPS Admits to Error in Latest Crime Stats'. Accessed 24 January 2020. [timeslive.co.za/news/south-africa/2018-09-14-saps-admits-to-error-in-latest-crime-stats](https://www.timeslive.co.za/news/south-africa/2018-09-14-saps-admits-to-error-in-latest-crime-stats).

Sippitt, Amy. 'Full Fact'. In *Data in Society: Challenging Statistics in an Age of Globalisation*, edited by Jeff Evans, Sally Ruane, and Humphrey Southall. Policy Press, 2019.

Stencel, Mark. "'Fact Check This': How U.S. Politics Adapts to Media Scrutiny". *American Press Institute* (blog), 14 May 2015. [americanpressinstitute.org/fact-checking-project/fact-checking-research/u-s-politics-adapts-media-scrutiny](https://www.americanpressinstitute.org/fact-checking-project/fact-checking-research/u-s-politics-adapts-media-scrutiny).

Wekesa, Bob, Blessing Vava, and Hlabangani Mtshali. 'Getting the Story Straight: The Take up of Fact-Checking Journalism in South African Newsrooms over the Past Five Years'. *State of the Newsroom 2017: Fakers & Makers*. Wits Journalism, 2018. http://www.journalism.co.za/wp-content/uploads/2018/03/WITS-STATE-OF-THE-NEWSROOM_March_2018.pdf.

Africa Check

12th Floor University Corner
Cnr Jorissen & Bertha streets
Braamfontein
Johannesburg

 info@africacheck.org

 [@AfricaCheck](https://twitter.com/AfricaCheck)

 africacheck.org


Chequeado

Buenos Aires

 chequeado.com

Full Fact

London

 fullfact.org